

MAIRIE
De
CHARTRETTES

ARRETE DU MAIRE N°2024.264



Portant autorisation d'occupation du domaine public

Rue A. BRIAND
A CHARTRETTES

Le Maire de la Commune de Chartrettes,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1 à L 2213-6 L et 3221-4 ;
Vu le code Pénal R 610-5 ;
Vu le code de la Voirie Routière et notamment les article L115-1 et R116-2 ;
Vu le code de la route et notamment les articles L.325-1 et suivants, et R. 417-10 ;
Vu l'instruction interministérielle et notamment les articles livre 1, 2ème partie, signalisation de danger, livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire ;
Vu l'arrêté municipal 2023.147 du 28/07/2023 portant délégation de signature à M. MESSMER Frédéric, Responsable du service de Police Municipale ;
Vu la demande présentée par madame JEANMOUGIN Marie-Astrid demeurant 10 Avenue GALLIENI à CHARTRETTES, sollicitant une permission de stationnement pour stationnement d'une benne à gravats au droit sur les emplacements de stationnement à proximité de son habitation rue Aristide Briand à CHARTRETTES (77) ;

Considérant qu'en raison des travaux à réaliser et qu'il incombe au maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police de la circulation, de veiller à la sécurité sur la voie publique, il est nécessaire d'appliquer les mesures citées dans le présent arrêté,

ARRETE

Article 1 : La pétitionnaire est autorisée à occuper le domaine public **le 14/11/2024**, au droit du 2 Rue ARISTIDE BRIAND – 77590 CHARTRETTES, par stationnement d'une benne à gravats.

Ce stationnement se fera sur un emplacement de stationnement matérialisé.

Cette occupation du domaine public ne doit pas causer de nuisances aux riverains et doit respecter l'arrêté préfectoral n° 19ARS41SE du 23 septembre 2019 réglementant le bruit.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La circulation des piétons doit être sécurisée et indiquée.

La circulation des véhicules ne sera à aucun moment interrompue par les opérations de chargement / déchargement / enlèvement.

Article 2 : Le stationnement à cet emplacement est interdit durant toute la durée de l'autorisation et réservé à la benne.

Les véhicules stationnés de manière non conforme aux dispositions du présent article seront considérés comme gênants et mis en fourrière.

Article 3 : La signalisation nécessaire sera mise en place par **le pétitionnaire ou son bénéficiaire** et maintenue en bon état pendant la durée de l'évènement.

Présent arrêté affiché sur la benne.

A l'issue des opérations, les lieux devront être laissés propres et dans leur état d'origine. Cette disposition incombe au pétitionnaire.

Article 4 : Au vu de la délibération 2024/055 jointe en annexe, l'occupation du domaine public est soumise à un droit de place et de voirie, dont le montant est 16€ par jour d'occupation du domaine public (ANNEXE 1).

Article 5 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément à la loi, par toute personne habilitée à les relever.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication d'un recours gracieux auprès de la commune de CHARTRETTES ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Melun, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérécourse citoyen » accessible sur le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 7 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

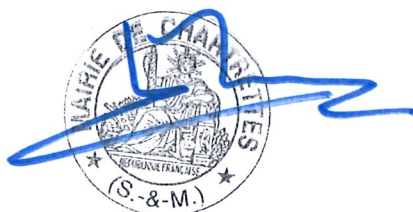
- Madame JEANMOUGIN,
 - Le Centre de Secours de Bois-le-Roi,
 - Le Commissariat de Police Nationale de Melun,
 - La Police Municipale de CHARTRETTES,
 - Le Responsable des Services Techniques Municipaux,
- Chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CHARTRETTES, le 14 novembre 2024

Le Maire,
Pascal GROS

Pour le Maire et par délégation,
Le Responsable de Service de Police Municipale,
Frédéric MESSMER

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 96-142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.



ANNEXE 1



REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté Egalité Fraternité

TARIFS MUNICIPAUX
Délégation 2024_25 du 25 septembre 2024
Applicables au 1^{er} octobre 2024

Les tarifs sont révisables à tout moment par le conseil municipal

DROITS DE PLACE-ANIMATIONS – MARCHÉ

Occupation du domaine public sans but commercial ou publicitaire (matériaux, matériel de chantier, ou destinés à des travaux, échafaudages, bornes....) placés ou développant une saillie sur la voie publique	Forfait journalier	16 euros par jour
Occupation du domaine public par des marchands ou des commerçants ambulants ou non ambulants, terrasse de commerce après autorisation municipale	Forfait au trimestre (Deux jours d'essai gratuit pour les marchands ambulants)	47,35 euros par trimestre Hors consommation électrique
Occupation du domaine public à caractère événementiel (cirques, forains-manèges, véhicules, caravanes, spectacles, manifestations, opération commerciale....)	Forfait journalier	16 euros par jour Hors consommation électrique
Vide grenier	Forfait journalier	6,50 euros les 2 mètres linéaires Émités à 6 mètres par exposant
Marché (par mètre linéaire)	Forfait journée	1 euro par jour Hors consommation électrique
Teunage de film sur le domaine public ou empiètement sur le domaine public	Forfait journalier	105 euros par jour

ENTREE EVENEMENT/SPECTACLE

	Programmation Enfants	Programmation tout public, salons et autres	Spectacle PRIME	Invitations
Chartrettois	5,00 euros	9,00 euros	15 euros	Gratuité
extérieurs	5,00 euros	11,00 euros	15 euros	

